



Secrétaire départemental et permanent : François CHATEAU – DRFIP QVP 03 81 25 20 38
Secrétaire Départementale Adjointe : Sylvie BOUVEROT – SIE Montbéliard Nord Ouest
Secrétaire Départemental Adjoint : Alain FAIVRE – SIP de Pontarlier
Secrétaire Départemental Adjoint : Patrick RAVACHE – SIP de Besançon Ouest
Trésorier : Pascal Louis-Tisserrand – SIP de Besançon Est
Site départemental : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/025/>
Adresse courriel : fo-drifp25@dgfip.finances.gouv.fr

Besançon, le 8 août 2011

Préparons le 20 septembre

Salaires, services publics, protection sociale collective, souffrance au travail, emploi: les revendications ne manquent guère. Elles ne sont pas nouvelles, mais elles ne sont pas résolues ou en voie de l'être.

Au-delà des discours lénifiants sur la progression du pouvoir d'achat, force est, par exemple, de constater que moins de travailleurs partiront en vacances cet été et que ceux qui partiront réduiront leurs dépenses.

Comme ils ne sont pas masochistes, c'est bien la preuve que le pouvoir d'achat des salaires régresse, y compris parce que les prix de nombreux produits et services sont repartis à la hausse.

Quant à l'avenir des services publics, nous n'avons toujours pas de réponses des autorités de l'État, notamment du président de la République et du Premier ministre, alors que depuis plus de trois mois nous leur avons exposé les risques, parfois graves, de la RGPP (et de la loi HPST) sur les citoyens et les usagers, pouvant aller jusqu'à remettre en cause leur vie.

L'avis des agences de notation vaut mieux que la vie des citoyennes et citoyens! On ne compte plus, non plus, les témoignages en matière de souffrance et de pénibilité au travail, deux dossiers non pris en compte sérieusement par les pouvoirs publics.

Travailler plus pour gagner moins devient également le nouveau slogan: en témoigne l'annonce d'un nouvel allongement de la durée de cotisation à 41,5 années pour avoir droit à une retraite à taux plein, qui conduira de plus en plus de salariés à partir avant, avec une retraite amputée.

«Rien ne va plus», est-on tenté de dire. De fait, la soumission aux marchés financiers conduit, en France comme ailleurs, à pressurer les salariés ainsi que les biens et services collectifs pour préserver la rente. Plus que jamais les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent.

Dans un tel contexte, il est indispensable que nous maintenions nos revendications et la pression.

C'est ce qui a décidé la Commission exécutive confédérale, en prévoyant de diffuser de l'information pendant l'été, en restant à l'affût et en préparant la rentrée.

Dès le début du mois de septembre aura lieu toute une série de meetings départementaux ou interdépartementaux.

Le mardi 20 septembre sera par ailleurs une journée de mobilisation Force Ouvrière au cours de laquelle nous ferons largement connaître nos revendications, en particulier en matière de service public, de retraite et de salaire, par la diffusion massive de tracts.

Le 20 septembre s'inscrit dans la construction du rapport de forces. Nous le savons encore plus depuis le mouvement sur les retraites de 2010. Ce ne sont pas des manifestations qui feront reculer le gouvernement. Comme nous l'avions dit à l'époque, en proposant aux autres organisations un appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle.

Alors ne nous en laissons pas compter, préparons dès maintenant le 20 septembre 2011.

Fonction publique de l'État : la DGAFP estime la représentativité syndicale sur 2008-2010. **Force Ouvrière devient la deuxième organisation**

FSU, FO, CGT, Unsa, CFDT, Solidaires, CCG et CFTC : tel est le classement des organisations syndicales dans la Fonction publique de l'État que la DGAFP (Direction générale de l'administration et de la fonction publique) estime dans les « résultats définitifs des élections aux commissions administratives paritaires centrales » sur la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2010, rendues publiques le 5 juillet dernier. Se fondant sur 434 élections de renouvellement des commissions administratives paritaires centrales, par extrapolation, la DGAFP constate que FO passe de 12,9 % des suffrages exprimés sur 2007-2009 à 15,4 % sur 2008-2010, le syndicat devenant ainsi la deuxième organisation dans la Fonction publique de l'État, à la place de l'Unsa.

On observe un « transfert » des suffrages exprimés de l'Unsa vers FO au sein du « ministère de l'Intérieur-Police » : l'Unsa passant de 43,3 % à 13,8 % entre la période 2007-2009 et la période 2008-2010 alors que FO passe de 12,3 % à 42,2 %. Pour mémoire, en 2009, l'Unsa Police a connu une scission, une forte proportion des adhérents rejoignant Unité SGP Police, organisation affiliée à FO.

LA FSU (Education Nationale) RESTE LA PREMIÈRE ORGANISATION

La FSU renforce sa position de première organisation de la Fonction publique de l'État avec 20,6 % des suffrages exprimés sur la période 2008-2010 (contre 20,5 % sur 2007-2009). Viennent donc ensuite FO avec 15,4 %, puis la CGT avec 15,2 % (comme sur 2007-2009), l'Unsa avec 14,6 % (contre 17,4 % sur 2007-2009), la CFDT avec 11,3 % (comme sur 2007-2009), Solidaires avec 9,6 % (comme sur 2007-2009), la CGC avec 4,6 % (contre 4,3 % sur 2007-2009) et enfin la CFTC avec 2,2 % (comme sur 2007-2009). 6,5 % des suffrages exprimés ont porté sur des syndicats non affiliés à l'une des précédentes organisations.

Notons qu'à la suite de la loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique, qui elle-même transpose les « accords de Bercy » du 2 juin 2008 non signés par FO et la CFTC, les prochaines élections professionnelles dans la Fonction publique de l'État, comme dans la Fonction publique hospitalière, se tiendront le jeudi 20 octobre 2011

LE 20 OCTOBRE 2011 A LA DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DU DEPARTEMENT DU DOUBS
VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LES LISTES FO-DGFIP (Comité Technique Locaux et Commissions Administratives Paritaires Locales)